

Chambre des Représentants.

COMMISSION DE REVISION DE LA CONSTITUTION.

XVIII.

Proposition relative à la loi électorale nouvelle à décreter ensuite
du texte nouveau de l'article 47 de la Constitution (1).

ARTICLE PREMIER. — Sont électeurs tous les citoyens âgés de 21 ans accomplis et domiciliés depuis un an au moins dans la circonscription électorale où ils sont inscrits.

L'électeur qui change de domicile continue à exercer son droit dans la circonscription où il était précédemment inscrit, et ce jusqu'à ce qu'il ait, à la date de la formation de la liste, acquis un an de domicile dans une nouvelle circonscription électorale.

ARTICLE 2 — Ne peuvent être électeurs ni en exercer les droits :

1° Ceux qui sont en état de faillite déclarée, à moins qu'ils n'aient été déclarés excusables, qu'ils n'aient été réhabilités ou qu'ils n'aient obtenu un concordat, et qu'ils l'aient exécuté ;

2° Ceux qui sont notoirement connus comme tenant maison de prostitution ou de débauche ;

3° Ceux qui ont été exclus ou destitués de la tutelle pour inconduite notoire ;

4° Les notaires, greffiers, officiers ministériels destitués en vertu de jugements ou décisions judiciaires ;

5° Les avocats qui ont encouru la peine de la radiation ;

6° Ceux qui n'ont pas satisfait aux lois sur la milice. Néanmoins cette interdiction cessera ses effets, lorsqu'ils auront atteint l'âge de 40 ans ;

7° Ceux qui ont encouru la peine de la destitution ou de la dégradation militaires ;

8° Ceux qui ont été mis à la disposition du Gouvernement en vertu des articles 13 et 14 de la loi du 27 novembre 1891 ;

9° Ceux qui auront été mis à la disposition du Gouvernement en vertu

(1) Proposition n° 12¹, session extraordinaire de 1892.

de l'article 16 de la même loi. Cette interdiction cessera ses effets cinq années après leur mise en liberté;

10° Ceux qui ont été condamnés en vertu de l'article 39 de la loi du 27 novembre 1891. Cette interdiction cessera ses effets cinq années à partir de la date à laquelle la peine aura été subie ou prescrite ;

11° Ceux qui ont encouru une condamnation en exécution des articles 193 à 217 du Code électoral du 5 août 1884. En ce cas, la durée de l'interdiction sera fixée par le juge, et sera de trois ans au moins, de dix ans au maximum ;

12° Ceux qui, conformément aux dispositions des articles 31, 32, 33 et 34 du Code pénal et des lois pénales spéciales, et suivant les distinctions y établies, ont encouru l'interdiction du droit de vote ;

13° Ceux qui ont encouru une condamnation à trois mois de prison au moins du chef d'une infraction qui entache leur probité, telle que le faux, le vol, l'abus de confiance, l'escroquerie, la tromperie sur la nature et la qualité des marchandises, la falsification des denrées alimentaires, l'extorsion de signature, etc.

Cette interdiction cessera dix années à partir de la date à laquelle la peine aura été subie ou prescrite ;

14° Ceux qui ont été condamnés à plus de trois mois de prison pour menaces, rébellion ou outrages et violences envers les ministres, les membres des Chambres législatives, les dépositaires de l'autorité ou de la force publique, les magistrats ou les témoins.

En ce cas le juge fixera la durée de l'interdiction qui sera de deux ans au moins et de cinq ans au plus.

En cas de récidive, si la seconde condamnation prononce la peine de l'emprisonnement, le juge ne pourra s'abstenir de prononcer l'interdiction du droit de vote pendant cinq ans ;

15° Le père de famille qui aura négligé de veiller à ce que ses enfants reçoivent de 7 à 12 ans l'instruction primaire.

L'interdiction sera, dans ce cas, de deux à cinq ans. Elle sera prononcée par le juge de paix du domicile du père, celui-ci entendu ou appelé, et ce dans le cas où, après deux avertissements, par lettre recommandée, envoyés à un mois d'intervalle, le père restera en défaut d'obtempérer à ces avertissements. Ceux-ci seront adressés au père par le bourgmestre de sa commune.

Il y aura lieu à appel de la décision du juge devant le tribunal de première instance.

La procédure sera gratuite et réglée par arrêté royal.

Tout électeur pourra intervenir dans l'instance.

La présente disposition est applicable au tuteur qui aura négligé d'assurer à ses pupilles l'instruction primaire.

ART. 3. — La décision dont il est question aux articles 13, 14 et 16 de la loi du 27 novembre 1891, sera toujours sujette à appel, conformément aux règles du Code d'instruction criminelle.

ART. 4. — Dans les cas prévus aux numéros 3, 4, 5, 7, 9, 10, 12, 13, 14 de la présente loi, les citoyens frappés de l'interdiction du droit de vote, pour-

ront, trois ans au plus tôt, à dater de l'époque où ils l'auront encourue, solliciter leur réhabilitation, en justifiant, suivant le cas, qu'ils demandent au travail des moyens de subsistance ou en produisant des attestations de bonne conduite, conformément à l'article 649 du Code d'instruction criminelle, titre VII du 26 décembre 1808.

La demande en réhabilitation sera poursuivie et jugée suivant les formes prescrites par cette loi, sauf les modifications ci-après :

Tout électeur aura le droit d'intervenir par requête.

La procédure sera absolument gratuite.

La cour prononcera la réhabilitation, si elle la trouve justifiée.

Si elle l'écarte, la demande en réhabilitation, celle-ci pourra être reproduite après un nouvel intervalle de trois ans.

Le demandeur en réhabilitation devra justifier de deux années de domicile au moins dans le même arrondissement.

ART. 5. — La réhabilitation fera cesser l'interdiction du droit de vote, précédemment encourue par le demandeur en réhabilitation.

ART. 6. — La présente loi s'applique aux élections pour la nomination des sénateurs, des députés, des conseillers provinciaux et communaux.

Toutefois, en ce qui concerne l'élection des sénateurs, les électeurs pourront, par une loi spéciale, être répartis dans des collèges électoraux — qui ne correspondront pas à une division territoriale, mais qui seront établis, en tenant compte de la profession, de l'état ou du métier de l'électeur, ou de sa condition sociale.

Néanmoins ces électeurs devront être âgés de 21 ans accomplis et avoir un an de domicile — à la date de leur inscription sur les listes électorales du collège électoral où ils seront appelés à voter.

PAUL JANSON.



Kamer van Volksvertegenwoordigers.

COMMISSIE TOT HERZIENING DER GRONDWET.

XVIII.

Voorstel betreffende de nieuwe kieswet uit te vaardigen ten gevolge van den nieuwen tekst van artikel 47 der Grondwet⁽¹⁾.

ARTIKEL 1. — Zijn kiezers alle burgers die den vollen ouderdom van 21 jaar bereikt hebben en sedert ten minste één jaar hun wettig woonverblijf hebben in de kiesomschrijving waar zij ingeschreven zijn.

De kiezer die van domicilie verandert, blijft zijn recht uitoefenen in de omschrijving waar hij voorgaandelijk ingeschreven was en wel totdat hij, op den datum van het vormen der lijst, een jaar domicilie in eene nieuwe kiesomschrijving verworven hebbe.

ARTIKEL 2. — Kunnen geen kiezer zijn noch er de rechten van uitoefenen :

1^o Zij die in staat van failliet zijn verklaard, tenzij ze verschoonbaar werden verklaard, tenzij ze in eer en krediet werden hersteld, of tenzij ze een concordaat verkregen en het uitgevoerd hebben;

2^o Zij die openbaar bekend staan als een huis van prostitutie of ontucht houdende;

3^o Zij die wegens kennelijk slecht gedrag buiten de voogdij gesloten of van deze afgesteld zijn;

4^o De notarissen, griffiers, openbare ambtenaars krachtens vonnissen of rechterlijke beslissingen afgesteld;

5^o De advocaten die van de lijst werden geschrapt;

6^o Zij die aan de militiewetten niet voldeden. Niettemin zal die ontzegging vervallen wanneer zij den ouderdom van 40 jaar bereikt hebben.

7^o Zij die, tot het leger behoorende werden afgesteld of van hunnen graad ontzet;

(1) Voorstel n^o 12^{te}, buitengewone zitting van 1892

8° Zij die, krachtens de artikelen 13 en 14 der wet van 27 november 1891, ter beschikking van de regeering werden gesteld ;

9° Zij die, krachtens artikel 16 derzelfde wet, ter beschikking van de regeering gesteld geweest zijn. Die ontzegging zal vervallen vijf jaar na hunne invrijheidstelling ;

10° Zij die veroordeeld werden krachtens artikel 39 der wet van 27 November 1891. Deze ontzegging zal vervallen vijf jaar na den datum waarop de straf zal ondergaan of verjaard zijn ;

11° Zij die eene veroordeeling beliepen in uitvoering van artikelen 193 tot 217 van het Kieswetboek van 5 Augustus 1881. In dat geval zal de duur der ontzegging door den rechter bepaald worden en ten minste drie jaar, ten hoogste tien jaar bedragen ;

12° Zij die, ingevolge de bepalingen van artikelen 31, 32, 33 en 34 van 't Strafwetboek en van de bijzondere strafwetten, en volgens de onderscheidingen die daarin aangeduid worden, van het stemrecht ontzegd zijn ;

13° Zij die eene veroordeeling beliepen tot minstens drie maanden gevangenzitting, uithoofde eener overtreding die hunne eerlijkheid bevlekt, zooals schriftvervalsching, diefstal, misbruik van vertrouwen, afstroggelarij bedrog over den aard en de hoedanigheid van koopwaren, vervalsching van levensmiddelen, afpersing van handteekening, enz.

Die ontzegging zal ophouden tien jaar na den datum waarop de straf ondergaan werd of verjaarde ;

14° Zij die werden veroordeeld tot meer dan drie maanden gevangenzitting voor bedreigingen, opstand of belediging en geweld jegens de ministers, de leden der wetgevende Kamers, de houders van het gezag of van de openbare macht, de magistraten of de getuigen.

In dat geval zal de rechter den duur bepalen van de ontzegging, die ten minste twee en ten hoogste vijf jaar zal belooopen.

Bij hervalling, indien de tweede veroordeeling de straf van gevangenzitting oplegt, mag de rechter niet nalaten de ontzegging van het stemrecht gedurende vijf jaar uit te spreken ;

15° De huisvader die zal nagelaten hebben te zorgen dat zijne kinderen van 7 tot 12 jaar lager onderwijs genieten.

In dat geval zal de ontzegging van twee tot vijf jaar zijn. Ze zal uitgesproken worden door den vrederechter van het wettig woonverblijf des vaders, deze gehoord of onthouden zijnde en zulks ingeval de vader, na twee waarschuwingen, bij aanbevolen brief, met eene maand tusschenruimte gezonden, in gebreke zal blijven gevolg aan die waarschuwingen te geven.

Deze zullen aan den vader door den burgemeester zijner gemeente worden gestuurd.

Men zal van de beslissing des rechters in beroep kunnen komen bij de rechtbank van eersten aanleg.

De rechtspleging zal kosteloos zijn en bij koninklijk besluit geregeld worden.

Iedere kiezer zal in het rechtsgeding mogen tusschenkomen.

Deze bepaling is toepasselijk op hem die geweigerd zal hebben het lager onderwijs te verzekeren aan de kinderen, wier voogd hij is.

ART 3. — De beslissing waarvan spraak is in artikelen 13, 14 en 16 der wet van 27 November 1894, zal altijd onderhevig zijn aan beroep, ingevolge de voorschriften van 't Wetboek van rechtspleging in strafzaken.

ARTIKEL 4. — In de gevallen voorzien bij de nummers 3, 4, 5, 7, 9, 10, 12, 13, 14 van de tegenwoordige wet, zullen de burgers die van het stemrecht ontzegd zijn, ten vroegste drie jaar te rekenen van het tijdstip waarop de onzegging tegen hen werd uitgesproken, hunne eerherstelling mogen vragen, 't bewijs inbrengende, volgens 't geval, dat zij bestaanmiddelen in den arbeid zoeken of getuigschriften van goed gedrag voorleggende, naar luid van artikel 619 van het Wetboek van rechtspleging in strafzaken, titel VII, van 26 December 1808.

De vraag tot eerherstelling zal behandeld en beoordeeld worden volgens de voorschriften dier wet, behoudens de volgende wijzigingen :

Iedere kiezer zal het recht hebben bij rekwest tusschen te komen.

De proceduur zal volkomen kosteloos zijn.

Het hof zal de eerherstelling uitspreken indien zij die gerechtvaardigd vindt.

Indien zij de vraag tot eerherstelling afwijst, dan zal deze mogen herhaald worden na eene nieuwe tusschenruimte van drie jaar.

De eischer tot eerherstelling zal 't bewijs moeten leveren dat hij zijn wettig woonverblijf gedurende ten minste twee jaar in hetzelfde arrondissement had.

ART. 5. — De eerherstelling zal alle ontzegging van 't kiesrecht, voorgaandelijk door den eischer tot eerherstelling beloopt, doen ophouden.

ART. 6. — Deze wet is toepasselijk op de verkiezingen voor de benoeming van senatoren, volksvertegenwoordigers, provinciale en gemeenteraadsheren.

Nochtans, wat de verkiezing der senatoren betreft, zullen de kiezers door eene bijzondere wet kunnen verdeeld worden in kiescolleges die niet zullen overeenkomen met eene grondgebiedsverdeeling, maar die zullen vastgesteld worden, rekening houdende met het beroep, het bedrijf of het ambacht des kiezers, of met zijnen maatschappelijken stand.

Niettemin zullen die kiezers ten volle 21 jaar oud moeten zijn en een jaar wettig woonverblijf hebben op den datum hunner inschrijving op de kiezerslijsten van het kiescollege waar zij geroepen zullen zijn om te stemmen.

PAUL JANSON.

